

En Palestine, un non-vote de frustration

23 octobre 2012



Un scrutin municipal partiel s'est déroulé samedi en Palestine. C'était la première joute électorale depuis 2006, qui avait vu le Hamas remporter les élections législatives. Si les résultats de ce week-end prêtent moins à conséquence et à commentaire qu'il y a six ans, on peut malgré tout en tirer quelques enseignements.

Aucune réaction|

Le Fatah a beau revendiquer « une grande victoire dans la majorité des municipalités, villes et villages en Cisjordanie », l'élection municipale qui s'est déroulée samedi ne peut constituer un motif de satisfaction. Ni pour le parti de Mahmoud Abbas, ni pour l'état de santé général de la vie politique palestinienne.

Le Hamas - qui contrôle la bande de Gaza depuis l'été 2007 - boycottait ce scrutin. Selon les chiffres donnés par la commission électorale palestinienne, sur les 354 localités de Cisjordanie, 82 n'avaient enregistré aucune liste valide tandis que 179 n'en comptaient qu'une seule. Seuls 93 villes et villages du territoire ont donc vu des candidat-e-s indépendant-e-s et/ou issus de formations de la gauche palestinienne (le FPLP, notamment) se mesurer à celles et ceux du Fatah. Une configuration qui, a priori, aurait dû assurer une large victoire à la principale force politique de l'OLP, installée à la tête de l'Autorité nationale palestinienne (Anp).

Ce n'est pas le cas. Le taux de participation arrive à peine à 55 % et les villes de Naplouse, Ramallah et Jénine ont été gagnées par des candidats dissidents. Dans les deux plus grandes villes du territoire, Naplouse et Hébron, le taux de participation n'a pas atteint 40 %. Des chiffres qui peuvent surprendre quand on sait le fort degré de politisation de la société palestinienne dont attestent, entre autre, tous les scrutins organisés depuis 1994. On ne saurait cependant interpréter cette abstention massive comme seulement le signe d'une « régression démocratique palestinienne ». Plus que d'une dépolitisation de la

société, elle témoigne plutôt de l'état de « frustration » des Palestiniens « vis-à-vis de leur système politique et de leur parti aux affaires, le Fatah » (lire cette analyse sur le site palestinien d'information Ma'an News).

Ce n'est pas tout à fait nouveau mais ce résultat, en effet, témoigne une fois de plus du discrédit grandissant dont souffre le Fatah aux yeux d'une bonne partie de la population. Rien n'indiquant par ailleurs que si le Hamas avait été présent, il aurait bénéficié d'un soutien massif.

C'est donc bien une absence d'offre politique alternative satisfaisante que sanctionne ce faible taux de participation. Panne stratégique dans le conflit avec Israël, gestion pour le moins discutable de la situation économique et sociale dégradée dans les territoires (ces derniers mois, les mouvements sociaux se sont multipliés dans les grandes villes de Cisjordanie), incapacité chronique des deux principales forces politiques (Fatah et Hamas) à retrouver la voie de l'unité nationale... L'abstention des électeurs renvoie ces organisations à leur impuissance à peser sur le cours des événements.

Pour autant, si le résultat de cette élection municipale dit bien quelque chose du fossé qui ne cesse de se creuser entre les « élites » politiques engendrées par le « processus de paix » vieux de vingt ans et la population des territoires, il faut bien entendu replacer le tout dans le contexte de l'occupation.

La coalition travailliste/droite dure/extrême-droite qui gouverne Israël depuis deux ans et demi ne faiblit pas : la colonisation de la Cisjordanie (selon l'Ong israélienne La Paix Maintenant, le ministère israélien de l'Intérieur a donné jeudi dernier son feu vert à la construction de 800 nouveaux logements dans la colonie de Gilo à Jérusalem-Est annexée) et le contrôle total de la bande de Gaza (voir par ailleurs) se poursuivent. L'occupation demeure la réalité quotidienne et la perspective d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-est pour capitale s'éloigne. Sans que l'on voit émerger d'autre alternative que celle d'un Etat bi-national qui, s'il reprend toute sa place dans le débat depuis quelques années, apparaît lui aussi à ce jour très illusoire. Quant à Benyamin Netanyahu, qui a choisi d'avancer la date des prochaines élections législatives, il est donné largement vainqueur par tous les sondages.

Pour l'ensemble des composantes de la société palestinienne - forces politiques, ong, associations, etc. - l'adversité s'annonce donc au moins aussi rude dans les mois et les années à venir qu'elle l'a été ces derniers temps. Surtout si, comme le souhaite ardemment le premier ministre israélien, Mitt Romney emporte l'élection outre-atlantique début novembre. Plus que jamais l'urgence, en Palestine, est à l'unité nationale et à la responsabilité des leaders politiques. L'élection de ce week-end en Cisjordanie a montré que, pour l'heure, ces derniers ne sont pas considérés par la population comme étant à la hauteur des enjeux.

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/En-Palestine-un-non-vote-de,3476>